
Documents sauvegardés

Samedi 18 mars 2017 à 16 h 52

1 document

EUROPRESSE.COM

Ce document est réservé à l'usage exclusif de l'utilisateur désigné par UNIVERSITE-DE-TOULOUSE et ne peut faire l'objet d'aucune autre utilisation ou diffusion auprès de tiers. • Tous droits réservés • Service fourni par CEDROM-SNi Inc.

Sommaire

l'Humanité

17 mars 2017

Quels choix économiques nouveaux pour une relance ?

3

l'Humanité

Nom de la source

l'Humanité

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Nationale

Provenance

France

Vendredi 17 mars 2017

l'Humanité • 1880 mots

Quels choix économiques nouveaux pour une relance ?

Entretiens croisés réalisés par Pierre Chaillan

Rappel des faits Alors que les politiques austéritaires entraînent leur lot de coupes sombres dans les budgets sociaux et publics, engendrant la récession, des alternatives sont avancées.

De nombreux économistes, prix Nobel d'économie interrogent les politiques d'austérité, notamment en Europe. Pourquoi ?

Mireille Bruyère Elles montrent de plus en plus explicitement leur caractère profondément inique. La crise ouverte en 2008 est la conséquence des déséquilibres économiques et sociaux provoqués par trente années de politiques néolibérales. Ces politiques ont développé de manière extraordinaire la liquidité des marchés financiers, puissance technique de domination. Parallèlement, la globalisation des firmes multinationales a permis un approfondissement de la concurrence entre les travailleurs et les systèmes de protection sociale. Ces deux dynamiques se combinent et se renforcent mutuellement pour conduire à une forte augmentation des inégalités, une pression sur les coûts salariaux et une faiblesse de la demande. En Europe, ces dynamiques sont encore aggravées par une construction européenne qui organise explicitement la concurrence entre les pays. Les déséquilibres entre les pays deviennent intenable à l'intérieur de l'union monétaire. Après

l'effondrement financier de 2008, une défiance vis-à-vis de la dette publique de certains pays européens sur les marchés financiers va précipiter l'ensemble de l'Europe dans des politiques d'austérité alors que la demande est au plus bas. En France, ces politiques ont conduit à une baisse du pouvoir d'achat des ménages de plus de 1 600 euros par an entre 2008 et 2015. Elles creusent encore plus les inégalités sans que la croissance se redresse. Elles aggravent donc la cause de la crise. Elles sont iniques car elles font payer aux plus faibles les erreurs de ces trente années de politiques néolibérales. Depuis un an, les critiques des politiques d'austérité se sont étendues aussi au sein de certains organismes libéraux comme le FMI. Mais ces critiques ne reposent pas sur le caractère injuste de ces politiques ou sur le constat d'une urgence sociale. Elles s'appuient surtout sur le constat d'une faiblesse de la croissance européenne et préconisent une relance pour les pays qui ont des « marges de manoeuvre », c'est-à-dire des excédents commerciaux. Parallèlement, le FMI demande à tous les pays de continuer de mener des politiques dites structurelles. Il s'agit de politiques visant à liquider, par une flexibilité accrue, toutes les institutions qui protègent le travail. Elles sont préconisées par la Commission européenne. Au contraire des politiques d'austérité qui peuvent pendre fin rapidement, les politiques structurelles,

© 2017 l'Humanité. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 18 mars 2017 à UNIVERSITE-DE-TOULOUSE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20170317-HU-359543



une fois mises en place, sont beaucoup plus profondes et pérennes puisqu'elles sont des politiques institutionnelles majeures. La dernière loi travail s'inscrit dans ce cadre. L'austérité peut prendre fin mais il restera les politiques « structurelles » car celles-ci sont l'horizon indépassable du néolibéralisme : généraliser institutionnellement la concurrence.

Nasser Mansouri-Guilani Ces politiques d'austérité ont accentué les difficultés à l'origine de la crise, c'est-à-dire la dévalorisation du travail : faibles salaires, qualité et conditions de travail détestables, etc. avec leur corollaire la financiarisation de l'économie. Cette dévalorisation a accéléré un partage des richesses au détriment des travailleurs. L'austérité s'inscrit dans la logique de dévalorisation du travail et tout le monde ne la subit pas de la même façon. En France, en plus des dizaines de milliards d'euros déjà accordés chaque année aux entreprises, 40 milliards supplémentaires par an ont été mobilisés au titre de pacte de compétitivité et du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (Cice). Autant d'argent qui a manqué pour financer les dépenses utiles aux citoyens : éducation, santé, infrastructures... Une grande partie de cet argent s'est finalement trouvée dans les poches des détenteurs de capitaux.

Nicolas Bouzou Les politiques d'austérité ont été trop brutales et ont eu des conséquences délétères sur l'activité économique. Chacun peut comprendre la nécessité pour un pays d'équilibrer ses finances publiques à long terme. Il n'est pas illégitime de s'endetter à condition que cet endettement reste soutenable, d'où la nécessité de réduire des déficits publics importants. C'est le cœur de l'idée des critères de Maastricht, qui ne

sont plus respectés depuis longtemps, mais dont la philosophie n'est pas stupide, contrairement à ce que je lis partout. Simplement, les politiques de réduction des dépenses publiques ou d'augmentation des impôts ont des effets néfastes, à court terme, sur la croissance et l'emploi. La Grèce typiquement, mais aussi dans une certaine mesure la France paient encore le prix de politiques de réduction des déficits publics qui ont voulu être trop rapides. Il aurait fallu les étaler dans le temps en les assortissant de mesures d'accompagnement qui aillent au-delà de la politique monétaire expansionniste menée par la BCE, une politique excellente mais aux résultats forcément limités. Pour la Grèce, par exemple, je suis favorable à un allègement de la dette publique d'environ 50 %. Sur ce sujet, je suis plus qu'agacé par le dogmatisme moralisateur du gouvernement allemand. Pour la France, il est nécessaire, selon moi, de réduire le périmètre de l'État, mais en relançant en même temps des investissements publics ciblés, par exemple dans l'hôpital ou la justice.

Politique de l'offre ou de la demande, est-ce à ce niveau-là que se situe l'alternative ? Ou plutôt dans une autre répartition des richesses entre classes sociales ?

Nicolas Bouzou La politique de l'offre qui consiste à diminuer les coûts des entreprises n'est pas parfaite, elle est un peu fruste, mais elle fonctionne. La France a, par exemple, l'année dernière, créé 200 000 emplois avec à peine un peu plus de 1 % de croissance. Le Cice, le pacte de responsabilité et la prime à l'embauche de 2 000 euros ont permis d'enrichir la croissance en emplois. Quitte à exaspérer vos lecteurs, j'estime

qu'elles n'ont pas donné suffisamment de résultats car elles ont été sous-dosées et partielles. Mais votre question porte aussi sur la répartition des richesses. Sur ce sujet, je reste fidèle à la philosophie de John Rawls ou à celle d'Amartya Sen. Le grand sujet est celui de ce qu'on appelait autrefois l'ascenseur social. Pour le remettre en marche, nous avons besoin de davantage de flexibilité (pour créer plus d'entreprises et d'emplois), d'une fiscalité mieux adaptée (pour que l'épargne soit drainée vers la croissance des entreprises) et d'un système de formation initiale et professionnelle rénové, de meilleure qualité et avec davantage de moyens. La formation pourrait être un excellent vecteur de réduction des inégalités, bien plus efficace que la fiscalité ou le revenu universel.

Nasser Mansouri-Guilani Poser la question uniquement au niveau de l'offre est l'erreur commise par François Hollande et ses gouvernements. La politique de l'offre a échoué dans toutes ses promesses, sauf une : les entreprises ont redressé leurs profits. En revanche, elle a échoué partout ailleurs : relance de l'activité économique, création d'emploi, baisse du chômage, redressement du commerce extérieur... Une politique de la demande, par exemple une hausse des dépenses publiques, n'est pas en soi la solution. Si les capacités de production n'augmentent pas, la relance peut conduire à une hausse des importations et du déficit du commerce extérieur. L'expérience de 1981 atteste l'insuffisance de la seule politique de la demande. L'alternative serait alors un autre partage des richesses ? Pas complètement. Certes, un partage plus juste des richesses demeure un enjeu fondamental. Mais tout aussi importante est la question de la création de ces

richesses. En résumé : de quelles richesses avons-nous besoin ? Combien et dans quelles conditions devons-nous les produire ? Comment devons-nous les partager ?

Mireille Bruyère L'offre ou la demande sont des agrégats macroéconomiques qui ne disent rien des inégalités. Une politique de demande fondée sur la baisse des impôts des plus riches peut parfaitement accroître les inégalités. Or, la cause profonde de la crise de 2008, du délitement du lien social et de la montée de la xénophobie partout en Europe est la montée vertigineuse des inégalités économiques. À partir d'un certain niveau, niveau que nous avons dépassé depuis longtemps, les inégalités ne menacent pas que des pauvres mais l'ensemble de la société et la démocratie. L'urgence politique est la baisse des inégalités et la transition écologique.

Selon vous, quels choix nouveaux faut-il alors favoriser pour relancer l'économie ?

Mireille Bruyère Je ne crois pas que la question soit de « relancer » l'économie. Si la croissance est moins importante qu'auparavant, rien ne permet de penser qu'une « relance » de cette croissance conduise à réduire les inégalités et engager la transition écologique, surtout si les institutions du capital sont inchangées. La croissance est un indicateur peu pertinent pour les enjeux politiques actuels. Il faut une meilleure répartition des richesses par une réduction du temps de travail sans augmentation de la productivité du travail et une remise en question des stratégies et des finalités productives des entreprises. La répartition des richesses, la modération de la productivité du travail et l'orientation écologique des

finalités productives ne pourront être menées sans ouvrir le débat de la propriété privée des moyens de production. Nous devons penser ensemble les différentes formes de propriété collective nécessaires pour une société écologique et solidaire.

Nicolas Bouzou Le grand sujet de la France est celui de l'innovation inclusive. Le monde connaît aujourd'hui avec les nanotechnologies, les biotechnologies, le numérique, l'intelligence artificielle et la robotique la plus grande vague de destruction créatrice depuis la Renaissance et presque personne n'en parle ! Cette vague d'innovations doublée d'une vague de mondialisation, selon un processus schumpétérien classique, détruit des activités et des emplois, mais doivent permettre également d'en créer de façon quasi infinie. Voilà le sujet qui, si nous avons une bonne campagne électorale, devrait nous obséder jour et nuit. Nous devrions parler en permanence de formation, l'apprentissage, la reconversion, l'entrepreneuriat... Anticiper, par exemple, les effets positifs et négatifs sur l'emploi des véhicules sans chauffeur. Si nous n'apportons pas des solutions aux perdants de la destruction créatrice et de la mondialisation, ils se tourneront, au mieux vers Marine Le Pen, au pire, vers les fondamentalistes religieux. C'est dire notre responsabilité.

Nasser Mansouri-Guilani Il nous faut un système où la finalité de l'activité économique est la réponse aux besoins (qui s'expriment de plus en plus dans une perspective mondiale), tout en respectant les normes sociales et environnementales : produire autrement, voire autre chose, et partager autrement pour que tous les citoyens du monde

vivent en dignité. Plusieurs défis sont alors à relever :

- valoriser le travail en améliorant les conditions du travail et la qualification des travailleurs, augmenter les salaires en réduisant le temps de travail, en établissant l'égalité femmes-hommes et en renforçant les garanties collectives et les droits d'intervention des salariés ;

- faire barrage à la financiarisation et renforcer le système productif en dynamisant l'investissement productif, y compris la recherche et développement et la qualification des travailleurs, en reconquérant l'industrie et en développant les services de qualité, surtout les services publics...

- mobiliser et orienter les politiques publiques et le système financier vers ces objectifs. Par exemple, pour accroître l'investissement public, au lieu de faire appel aux marchés financiers, on peut mobiliser le système bancaire. Idem pour la fiscalité et les cotisations sociales : au lieu de les réduire, on peut les moduler en fonction des normes sociales et environnementales : emploi, salaire, investissement productif, valeur ajoutée, égalité femmes-hommes...

- coopérer dans l'intérêt réciproque des différentes parties. Cela nécessite d'affronter deux approches apparemment opposées, mais complémentaires : celle des entreprises qui mettent les travailleurs en concurrence et tirent les normes sociales et environnementales vers le bas ; celle de l'extrême droite qui, au nom du peuple, veut rétablir un « capitalisme national » où les capitalistes autochtones exploiteraient les travailleurs autochtones.